

Jean-Claude Juncker garde le cap malgré la tempête

Union européenne Le président de la Commission entend bien rester en poste jusqu'en 2019.

Entretien **Sabine Verhest**
et **Gilles Toussaint**

D'humeur détendue après avoir dégusté "une excellente omelette" dans son bureau, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker nous a reçus pour évoquer les déboires qui secouent le projet européen et son avenir.

La décision de Martin Schulz de quitter la tête du Parlement européen risque de créer un déséquilibre politique. Peut-on avoir trois présidents membres de votre famille politique, le PPE, à la tête des trois principales institutions européennes ? Dans la négative, lequel s'en va ?

J'ai plaidé publiquement pour que Martin Schulz reste à la tête du Parlement. Il était tête de liste des socialistes aux élections européennes, moi je l'étais pour le camp démocrate-chrétien. Nous avons fait campagne l'un contre l'autre, mais ensemble, sans aucune espèce de polémique, inimitié, ni hostilité. Cela a d'ailleurs gêné plusieurs démocrates-chrétiens qui pensent que les grands courants politiques doivent être adversaires. Moi, je ne peux pas haïr autrui, c'est un principe de vie.

J'ai combattu Martin Schulz, avec amitié et une large intersection d'idées. J'ai noué avec lui, et donc avec le Parlement européen, une relation de collaboration, de coopération et de complicité – les relations entre le Parlement et la Commission n'ont jamais été aussi harmonieuses que lors des deux premières années de cette Commission.

J'ai voulu qu'il y ait à la tête des institutions, dans un monde de plus en plus instable, une certaine stabilité de convictions

et de comportement. Je regrette donc le départ de Martin Schulz, c'est une perte pour l'Europe et j'en suis triste.

Oui, mais à présent qu'il s'en va...

On a dit et écrit que j'avais menacé les uns et les autres de quitter mes fonctions si Schulz n'était pas réélu. Je n'ai pas fait cela. J'ai dit que si la grande coalition (les conservateurs et les sociaux-démocrates, avec l'appui des libéraux, Ndlr) devait arriver à son terme, je ne vois pas bien comment organiser les relations entre les deux principales institutions communautaires. Mais je n'ai jamais menacé de démissionner. D'ailleurs, d'après les textes, je suis en fonction jusqu'au premier novembre 2019.

Et si certains plaident pour que vous partiez, quels arguments avanceriez-vous pour défendre le fait que vous restez l'homme de la situation ?

Aucun !

Vous tirez quand même certaines leçons de ce que vous avez fait jusqu'ici ?

Après avoir plaidé pour le maintien de Martin Schulz, je ne vois pas pourquoi, contrairement au traité, je devrais tirer une conclusion qui me concerne, moi exclusivement. La situation est telle que ceux qui l'ont construite doivent y répondre. "La Libre" de ce vendredi écrit qu'on me dit fatigué. Je fais un métier fatigant, mais je ne suis pas fatigué. Au contraire.

Avec qui aimeriez-vous poursuivre le travail, au Parlement européen, maintenant que Martin Schulz n'est plus là ?

Le jour où j'ai dit que je voulais que Martin Schulz reste à la tête du Parlement européen, on m'a beaucoup critiqué. Comme on m'a dit que le président de la Commission devait s'occuper de ses propres affaires, je ne m'occupe pas des affaires du Parlement. Qu'il règle la situation à laquelle il a conduit l'Europe. (Silence.)

Je-ne-vas-pas-dé-mi-sio-nner !

N'arrivez-vous pas un peu tard à ce poste ? Vous devez gérer à la fois une multitude de crises et dix ans de José Manuel Barroso...

C'est trop facile de le présenter comme ça. La Commission n'est pas une société unipersonnelle. Je suis président de la Commission, je ne suis pas la Commission.

Mais vous l'incarnez...

Les commissaires ne sont pas entièrement libres de leurs choix, mais tout de même responsables pour les secteurs que je leur ai attribués. Je suis toujours très surpris de lire dans la presse que "Juncker a décidé ceci ou cela". C'est difficile à vivre, parce que ce n'est pas toujours moi et

moi seul. Je n'ai pas l'impression d'exercer une dictature. C'est vrai que nous – pas moi : l'Europe – sommes frappés par ce que j'appelle une "polycrise", composée de nombreux appartements difficiles à gérer tous ensemble. Mais ce n'est pas une crise de la Commission, c'est une crise qui frappe l'Union européenne. Moi, je n'ai pas déclenché la guerre en Syrie. Moi, je n'ai pas annexé la Crimée. Moi, je n'ai pas occupé une partie du territoire de l'est de l'Ukraine. Moi, je n'ai pas fait en sorte que les propositions de la Commission en matière de gestion des flux migratoires n'aient pas été suivies par certains Etats membres. Je lis partout que l'Union européenne a échoué et que la Commission n'a pas pu s'imposer. C'est ridicule.

"Je lis partout que l'Union européenne a échoué et que la Commission n'a pas pu s'imposer. C'est ridicule."

“Erdogan est en train de ‘préculpabiliser’ l’Europe pour l’échec des négociations”

Que vous inspirent les dernières déclarations du président turc Recep Tayyip Erdogan, qui menace de rouvrir les frontières turques pour envoyer les migrants vers l’Europe ?

J’en ai pris connaissance, tout comme j’en ai pris connaissance il y a plus d’un an, lors d’un entretien musclé, mâle et viril que j’avais eu avec Erdogan à Antalya. Nous avons conclu un accord, il doit être respecté et il le sera.

N’avez-vous pas l’impression que M. Erdogan va aussi loin qu’il peut pour pousser l’Union européenne à endosser la responsabilité de la suspension des négociations d’adhésion avec la Turquie afin que lui n’ait pas à le faire ?

Bonne question et question justifiée. Pendant la période où M. Erdogan était Premier ministre du pays, la Turquie a fait beaucoup de progrès en matière de qualité démocratique, de façon un peu inattendue, mais visible.

Depuis deux ans ou presque, la Turquie prend – presque au jour le jour, semaine après semaine, mois après mois, année après année – des distances par rapport aux valeurs et principes européens. Les agissements de M. Erdogan – que je connais bien et depuis longtemps – donnent l’impression qu’il ne veut plus que son pays devienne membre de l’UE à tout prix. Je constate qu’Erdogan et son gouvernement sont en train de “préculpabiliser” l’Europe pour l’échec des négociations d’adhé-

sion. Je prends l’exemple de la libéralisation des visas pour les ressortissants turcs. Nous nous sommes mis d’accord sur une liste de 72 critères à respecter. La Turquie en a rempli 67. Reste surtout la réforme qu’elle est supposée apporter à sa législation antiterroriste, ce qu’elle refuse de faire pour l’instant. Au lieu de remettre cet échec sur le dos de l’Union européenne et de la Commission, M. Erdogan ferait bien de commencer à se demander s’il n’est pas responsable du fait que les citoyens turcs ne seront pas autorisés à circuler librement sur le territoire européen. La Turquie veut-elle oui ou non devenir membre de l’Union ? Il serait bon que nos partenaires turcs s’interrogent.

Le Parlement européen a appelé cette semaine à un gel des négociations d’adhésion avec Ankara. Est-ce une option que la Commission envisage ? Est-ce un bon signal ?

Le Parlement européen n’a aucune compétence en la matière. C’est une responsabilité des Etats membres et la Commission négocie avec la Turquie sous mandat du Conseil. D’après ce que j’ai compris, les vingt-huit ministres des Affaires étrangères ont opté pour la poursuite des négociations d’adhésion. Néanmoins, c’est un signal d’alarme dont la Turquie ne devrait pas sous-estimer la portée, parce que cette décision du Parlement, que je ne partage pas entièrement sur le fond, ne manquera pas de produire ses effets dans les capitales.

Le silence coupable du PPE sur Orbán

N’avez-vous pas le sentiment que votre famille politique, le PPE, porte une part de responsabilité dans la montée du populisme en raison de son attitude accommodante vis-à-vis du Premier ministre hongrois Viktor Orbán ? Comment vous sentez-vous par rapport à cette situation ?

Je me pose personnellement de nombreuses questions au sujet de la Hongrie et de son Premier ministre. D’ailleurs, on m’a beaucoup critiqué en Hongrie et ailleurs pour avoir traité Viktor Orbán de dictateur, ce que j’ai pour habitude de faire en privé depuis des années puisque je le connais de longue date. J’ai une certaine idée de la démocratie chrétienne. Je crois que la démocratie chrétienne, pour être démocratique et chrétienne, n’a pas le droit de rejeter les autres. Je n’ai aucune compréhension pour des propos du genre : “Nous n’accepterons pas chez

nous des musulmans; nous n’accepterons pas chez nous des gens de couleur.” Ma conception de la démocratie chrétienne est tout à fait à l’opposé. Raison pour laquelle on me traite souvent d’archaïque. Mais ce sont mes convictions profondes.

“Moi, je crois que la démocratie chrétienne, pour être démocratique et chrétienne, n’a pas le droit de rejeter les autres.”

Oui, mais au PPE, on entend “Mettez-vous dans la peau de M. Orbán. Ecoutez ce qu’il a à nous dire”...

Oui, oui, j’entends ces propos. Mais j’en entends aussi d’autres qui ne sont pas formulés publiquement. Lorsque nous avons des réunions du PPE, l’harmonie entre M. Orbán et moi-même ne peut pas être décrite comme étant intégrale.

D’une façon générale, ceux qui sont

euroseptiques ne sont pas mes ennemis. Certains parmi eux posent des questions justifiées et justifiables auxquelles il faut apporter des réponses, donc je ne mélange pas les genres. Mais là, je parle des principes. Et les principes qui doivent être ceux du PPE sont ceux que je décris : pas de rejet de l’autre; pas de démarche approximative en matière d’orientation sexuelle ou de race. Je le dis au sein même du PPE et je contredis très souvent

publiquement les propos dont j’estime qu’ils n’ont pas leur place au sein de la famille démocrate-chrétienne, tout en admettant que la situation interne en Hongrie est un peu compliquée, puisqu’il y a une extrême droite très forte. Ceci m’amène à dire qu’il ne faut pas que les partis traditionnels imitent les populistes, en devenant aussi populistes qu’eux sous couvert de lutte contre le populisme.

“J’ai trouvé l’attitude belge injuste”

L’Union souffre de critiques des milieux populistes et eurosceptiques, mais la colère monte aussi parmi les pro-européens parce que l’Union n’en fait pas assez ou pas assez bien. Que leur répondez-vous ?

Lorsque j’ai fait campagne contre et avec Martin Schulz et Guy Verhofstadt (dans le but de devenir président de la Commission, Ndlr), et pour avoir été celui que je fus depuis de si longues années, je m’étais juré de faire les choses différemment. Je me suis entretenu avec beaucoup de citoyens, de journalistes, de faiseurs d’opinion, de syndicalistes, dans plus de vingt pays. J’avais dit qu’il fallait que l’Union européenne se concentre sur les choses essentielles et soit d’une grande retenue sur les petites choses. Ce que nous faisons. Je lis, y compris dans la campagne française, qu’il faudrait que la Commission fasse moins. Mais nous faisons déjà moins !

Nous avons lancé de grands chantiers – l’Europe numérique, l’Europe de l’énergie, le marché des capitaux, l’agenda migratoire, bientôt un plan d’action en matière de défense – par nécessité d’une part et, d’autre part, parce que j’ai acquis une meilleure compréhension des réflexes qui expliquent pourquoi il y a ce fossé grandissant entre les citoyens et l’action publique et politique de l’Union européenne. Je ne le surévalue pas pour autant parce que le même fossé peut être constaté au niveau des Etats membres nationaux. Est-ce que les Belges tombent spontanément amoureux du gouvernement fédéral ? Non.

Que faites-vous pour mieux expliquer l’Europe ?

J’ai demandé aux commissaires de circuler, de ne pas rester emprisonnés au Berlaymont, qui n’est pas une source d’inspiration immédiate. Ils ont visité à 400 reprises les pays membres, les Parlements nationaux et les

partenaires sociaux. Nous avons aussi organisé, à ce jour, 119 dialogues citoyens auxquels ont participé 27 000 personnes. On nous dit que l’Europe doit s’expliquer, qu’on doit pouvoir interroger ceux qui prétendent la faire, mais les gens ne viennent pas ! Nous publions chaque jour des tonnes de papiers, certains illisibles, certes, mais d’autres très compréhensibles, et cela ne trouve aucun écho, pas même dans la presse écrite. Je ne critique pas la presse parce qu’il y a tellement de chiens écrasés qu’elle ne peut pas toujours s’occuper d’Europe.

Vous avez vous-même dit que vous vouliez une Commission plus politique, pourquoi ne pas communiquer de manière plus politique ?

Si je dis que je veux une communication politique, cela donnera l’impression d’une communication orientée. Je n’exigerais jamais de mes porte-parole qu’ils critiquent la Commission, mais faire le contraire est aussi ridicule. J’ai horreur des documents qu’on me propose parfois pour chanter les louanges de la Commission. La communication, ce n’est pas de la propagande, c’est dire ce qui est. Je voudrais qu’on parle des faits. Mais il faudrait accorder plus d’importance à la lecture détaillée des documents que nous publions.

Les commissaires circulent, dites-vous, mais lorsque M^{me} Malmström va au Parlement bruxellois ou au Parlement wallon pour débattre de l’accord avec le Canada

(Ceta), elle ne saisit pas qu’il y a un sérieux problème ou ne fait pas remonter l’information. Alors à quoi bon ?

Lorsqu’on parle à ceux à qui on parle, il ne faut pas seulement parler mais aussi écouter. Je ne dirai jamais qu’elle n’a pas écouté. Je savais qu’il y avait un problème. Ce que je n’arrive pas à comprendre, c’est que les entités belges n’aient pas été à même de s’entendre entre elles. C’est un réel problème de fonctionnement des institutions belges. Le gouvernement fédéral et le gouvernement wallon avaient pour obligation, au lieu de s’adresser à l’Europe, de se parler. Les critiques adressées à la Commission n’avaient aucune raison d’être puisque l’interlocuteur de la Commission, ce n’est pas le gouvernement wallon ou germanophone ou bruxellois, c’est le gouvernement fédéral. J’ai eu à propos de la Belgique toujours des propos amicaux. J’ai été très surpris qu’on ait pu douter de ma connaissance de la Belgique. Un jour, Jacques Chirac, lors d’un Conseil européen informel, a demandé pourquoi les pères fondateurs avaient inventé la Commission. Je l’ai défendue, c’était un réflexe naturel. Finalement, aujourd’hui je me dis : ils ont inventé la Commission parce qu’il fallait un bouc émissaire.

L’attitude belge vous a affecté ?

J’ai trouvé cela injuste. Injuste pour avoir si souvent défendu la Belgique, alors que tous les autres l’attaquaient, sur le terrorisme notamment. Cela m’a affecté parce que j’aime les Belges.

“La communication, ce n’est pas de la propagande, c’est dire ce qui est.”

JEAN-CLAUDE JUNCKER

L’Europe doit rester une terre d’accueil

Nous avons demandé au président de la Commission ce que lui inspirait ce cliché pris sur la côte turque au début de cette année, après le naufrage en mer Egée d’une embarcation remplie de migrants. “Je suis conscient de ce problème”, répond Jean-Claude

Juncker, mais je me méfie des réactions collectives aux images. “Les gens regardent le JT, ils sont impressionnés par la brutalité des images, puis ils tournent la page. Je préférerais plutôt que nous sachions qu’à chaque instant où nous discutons de la crise migratoire, il y a des réfugiés qui trouvent la mort ou qui vont d’un malheur à l’autre. Il ne me faut pas de photo, le savoir me suffit. Je veux faire quelque chose pour que les malheureux de cette planète trouvent toujours une place où se reposer en Europe.”

“Je ne fais pas mien le concept d’Etats-Unis d’Europe”

Certains pensent que le Brexit, s’il est acquis, donne l’occasion à l’Union de se relancer. Et vous ?

Deux événements majeurs ne manqueront pas d’influencer la conduite des affaires européennes. Les résultats des élections américaines, que M^{me} Clinton a gagnées mais que M. Trump a remportées, nous invitent à réfléchir sur la façon dont nous allons assurer notre propre sécurité. Le problème est visible de longue date. J’ai connu quatre présidents américains et tous ont répété que l’Europe devait prendre en charge sa propre sécurité. Donald Trump le dit d’une façon, disons, plus brutale. L’Europe de la défense est donc un enjeu majeur des années à venir, raison pour laquelle nous allons présenter un “plan d’action en matière de défense européenne” mercredi prochain. Nous sommes actuellement ridicules, puisque nous dépensons tous ensemble 200 milliards d’euros pour arriver à un niveau d’efficacité qui correspond à 15 % de l’efficacité des Etats-Unis. Si nous repensions les marchés publics militaires à l’échelle européenne, nous pourrions économiser entre 25 et 100 milliards d’euros par année, que nous pourrions dédier aux missions de paix à travers le monde. Nous n’avons pas vocation à être les gendarmes du monde mais nous pouvons, en dépensant moins et mieux, prendre soin

de notre propre sécurité au lieu d’apparaître, aux yeux de la planète, comme les vassaux des Etats-Unis d’Amérique.

“Nous sommes actuellement ridicules (en matière de défense). Nous pouvons, en dépensant moins et mieux, prendre soin de notre propre sécurité, au lieu d’apparaître, aux yeux de la planète, comme les vassaux des Etats-Unis d’Amérique.”

Quant à l’influence du Brexit ?

C’est le deuxième événement majeur. Je déplore de voir augmenter le nombre de personnes qui considèrent cela comme un épiphénomène de l’an 2016. Ce n’est pas le cas. C’est la première fois qu’un peuple décide de quitter librement l’Union européenne. Cela doit nous amener à nous poser des questions sur nous-mêmes : sur l’Europe, mais aussi sur la façon dont une certaine classe politique nationale parle de l’Europe. Pour le reste, je ne tire pas du référendum britannique la conclusion qu’il faudrait que nous nous dotions d’un nouveau traité, qui ne verrait de toute façon pas le jour vu les divisions qui existent entre les Etats membres. Je m’inscris aussi en faux contre ce concept illusoire, romantique, qui voudrait que l’Union se transforme en Etats-Unis d’Europe. Mais je ne mettrais pas en cause l’ensemble de ce que nous avons construit, je voudrais que l’Europe soit meilleure.